



Boycott Carrefour : un week-end de mobilisation nationale

Description

Le groupe Carrefour, déjà boycotté par les soutiens de la cause palestinienne depuis 2022, s'est encore enfoncé dans sa complicité avec Israël depuis le 7 octobre 2023, mais il a aussi perdu certains de ses soutiens. Les militant·es appellent à intensifier encore la pression à l'approche des fêtes de fin d'année, avec une série d'action dans toute la France ce weekend du 14 et 15 décembre.

Par l'Agence Média Palestine, le 10 décembre 2024



La campagne palestinienne Boycott, Désinvestissement et Sanctions a lancé un appel international à boycotter l'entreprise Carrefour en décembre 2022, après les révélations du [rapport](#) « Les liaisons dangereuses de Carrefour avec la colonisation israélienne ». Ce rapport, réalisé entre autres par AFPS, la LDH, la CGT et Solidaires, dénonçait notamment la complicité du groupe français de distribution mondiale dans les crimes du régime de colonisation de peuplement

israélien contre le peuple palestinien.

Il est notamment reproché à Carrefour son partenariat avec Electra Consumer products et sa filiale de distribution Yenot Bitan, directement liée à la fourniture de services soutenant l'existence et le maintien des colonies, ainsi que leur utilisation des ressources naturelles palestiniennes à des fins commerciales.

Depuis le début de l'offensive génocidaire dans Israël à Gaza, le réseau Carrefour a fait de nombreux envois de dons, principalement sous la forme de colis alimentaires, aux soldats israéliens. Ces envois ont été publicisés fièrement par la marque en Israël comme des participations à l'effort national, présentant Carrefour comme un soutien des FDI. L'un de ses magasins a notamment lancé une campagne de collecte de dons pour soutenir les « courageux » soldats israéliens participant au génocide.

Ce soutien affichés en Israël a été largement critiqué par les militants, qui ont appelé à intensifier le boycott de Carrefour et la pression sur ses partenaires. « L'association Carrefour aujourd'hui n'est pas seulement un risque financier, mais implique également des responsabilités morales et juridiques. Le groupe français doit répondre aux demandes de la campagne pour éviter un boycott populaire mondial croissant », affirme la branche française de la campagne BDS.

Depuis plus d'un an donc, de nombreuses actions ont été organisées par différents collectifs en lutte pour exiger un cessez-le-feu à Gaza et la fin de la colonisation en Palestine. De manifestations et sessions de tractage devant les magasins, à la formation politique, les initiatives se sont multipliées pour visibiliser le boycott et fragiliser le groupe Carrefour, autant financièrement que dans son image.

Le boycott fonctionne : maintenir la pression

Sous la pression des militants, le groupe a été contraint de retirer l'entière part de ses magasins en Jordanie, ainsi que toutes ses marques dans les magasins franchisés implantés dans les colonies illégales d'Israël en Palestine.

Une victoire saluée par les militants, mais insuffisante : Carrefour n'a pas pour autant retiré tous ses magasins des territoires illégalement annexés par Israël. En effet, l'entreprise compte encore 8 magasins franchisés en Cisjordanie, et 16 en Israël sur les territoires d'occupation par l'ONU comme palestiniens en 48. Carrefour n'a pas mis fin à son partenariat avec Electra Consumer Product et sa filiale Yenot Bitan, ni cessé la vente à l'international de produits issus des colonies israéliennes illégales.

Les militants appellent donc unanimement à maintenir la mobilisation. Des mobilisations #BoycottCarrefour dans plusieurs villes de France seront organisées ce weekend, à l'appel notamment de la [Campagne BDS France](#), du collectif [Urgence Palestine](#) et de sections locales de l'AFPS.

Partout en France sont prévues des déambulations, des distributions de tracts et des animations afin de visibiliser les revendications des militants et de sensibiliser les consommateurs. Avec des mots d'ordre tels que « Pas de cadeaux pour les soutiens des colons génocidaires ! », « Pas de génocide sous le sapin ! » ou « Pas de Noël pour le génocide », les militants

entendent impacter financiÃrement Carrefour Ã lâapproche des fÃates, mais aussi Ãcorner son image pour augmenter la pression.

date crÃÃe
2024/12/10